



Déposé le 29 SEP. 2009
30 SEP. 2009

Scanné le _____

09 - POS - 153

Postulat sur l'internalisation des tâches de sécurité publique

Dans son rapport sur le budget 2009, la commission des finances du Grand Conseil a listé les tâches régulières de l'Etat externalisées. Il ressort de cette analyse que des tâches importantes de sécurité sont aujourd'hui externalisées : il en va ainsi de la surveillance de l'extérieur des prisons et de leur réception, de la sécurité de nombreux bâtiments de l'Etat, tels les locaux du Service de la population (SPOP), du transport de détenus ou encore de l'exploitation de la réception de la Police cantonale à la Blécherette.

Dans un rapport publié mercredi dernier, la Cour des comptes relève que l'externalisation des tâches de sécurité publiques auprès d'agences de sécurité ne permet pas d'économies mais crée une situation de dépendance préoccupante tout en restreignant les marges de manœuvre de l'Etat. Pire, tout en ayant accru ses délégations comme aucun autre canton romand, l'Etat de Vaud n'a pas de vision globale de celles-ci ni de lignes directrices précises. La Cour relève que la croissance des mandats externes s'explique notamment par la difficulté politique à créer des postes supplémentaires pour faire face aux besoins objectifs.

Cette situation, s'agissant d'une tâche régaliennne de l'Etat, nous interpelle ; elle nous paraît en contradiction avec l'attachement, largement partagé au sein de la classe politique, aux missions de maintien de l'ordre et au monopole public sur ces activités. Les motivations souvent avancées pour justifier le recours à l'externalisation nous apparaissent de moins en moins justifiées au vu des deux rapports susmentionnés s'agissant du plus grand employeur du canton. Par ailleurs, ces externalisations ont des incidences négatives sur les niveaux de salaire et de formation du personnel concerné.

Compte tenu de ce qui précède, nous avons l'honneur de demander au Conseil d'Etat :

1. Un rapport comprenant :

- la liste exhaustive des mandats de surveillance et de maintien de l'ordre confiés à des entreprises de sécurité privée par l'Etat de Vaud,
- l'évolution du nombre de ces mandats au cours de ces 10 dernières années,
- le volume financier qu'ils représentent,
- les contrôles de la qualité et du respect des conditions de travail dont ils ont fait l'objet (tant par l'Etat que par les autorités concordataires) ainsi que leur résultat,
- une étude des différences de salaire entre un agent d'une entreprise de sécurité privée et un employé du service pénitentiaire ou un gendarme,
- les exigences de formation de base et de formation continue fixées aux entreprises de sécurité privée ainsi que toutes les formations spécifiques mises en place (p.ex. pour la sécurité des prisons et sécurité des bâtiment hébergeant des migrant-e-s).

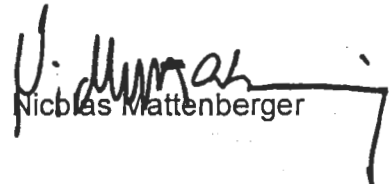
- la distribution des moyens affectés à la surveillance externalisée (autrement dit, part revenant aux postes de terrain, part dévolue à l'administration de la société de sécurité).

2. A bref délai, **des dispositions à court terme** permettant, s'agissant des mandats actuellement confiés à des entreprises privées de sécurité,

- de s'assurer du respect des dispositions concordataires, en particulier du respect de la législation sur le travail et de la CCT de force obligatoire (art. 15, respect de la législation) ;
- de garantir le respect des règles de confidentialité malgré les contrats de sous-traitance ;
- de mettre en place une stratégie permettant la transmission des savoirs et compétences en cas de changement de prestataire de sécurité ou de réinternalisation des tâches de surveillance ;
- un traitement budgétaire non discriminatoire des postes de travail internalisés et externalisés en matière de surveillance.

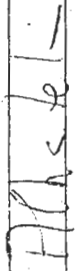










3. L'élaboration d'une **stratégie d'internalisation** de tous les postes de surveillance qui peuvent l'être, au même titre que ce que d'autres cantons pratiquent. En se basant sur les recommandations de la Confédération, le Canton de Vaud devrait à l'avenir assumer l'essentiel des tâches de sécurité et limiter le recours à des sociétés de sécurité privée à des tâches marginales, ce qui est loin d'être le cas actuellement.

La Tour-de-Peilz, le 28 septembre 2009




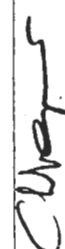

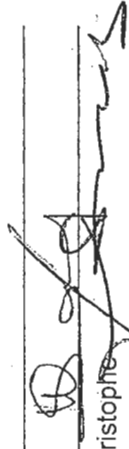
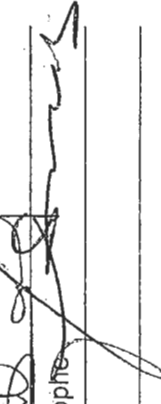
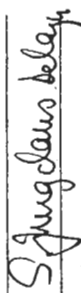

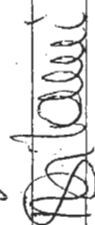




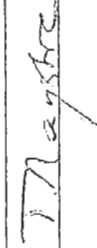


Nicolas Mattenberger

Souhaite développer et demande le renvoi en commission

Liste des députés signataires – état au 25 août 2009

Abbet Raphaël	Chapalay Albert	Ducommun Philippe
Aebi Jean-Robert	Chappuis Laurent	Dufour Claude-Eric
Amarelle Cesla	Chatelain André 	Durussel José
Amstein Claudine	Chevalley Christine	Duvoisin Ginette
Ansermet Jacques	Chevalley Edna 	Epars Olivier
Apothéoz Stéphanie	Chevalley Isabelle	Fardel Claude-André
Aubert Mireille 	Cherix François	Favez Jean-Michel 
Baehler Bech Anne 	Chollet Jean-Luc	Favrod Pierre-Alain
Ballif Laurent	Chollet Jean-Marc	Feller Olivier
Bally Alexis	Christen Jérôme	Ferrari Yves 
Bavaud Sandrine 	Clot Bertrand	Fiara-Guttmann Martine
Bernhard Maximilien	Cornamusaz Philippe	Freymond Cantone Fabienne 
Berseith Verena	Cornaz-Rovelli Valérie	Gaille Pierre-André
Bolay Guy-Philippe	Courdesse Régis	Gay Vallotton Michèle 
Bonjour Eric	De Preux Patrick	Gfeller Olivier
Bonny Dominique-Richard	Debluè François	Girardet Lucas
Borel Bernard	Décosterd Anne	Giardon Julien
Borloz Frédéric	Delacour André	Glutz Félix
Bottlang-Pittet Jaqueline	Depoisier Anne-Marie 	Golaz Florence
Brélaz François	Deriaz Philippe	Golaz Olivier
Buffat Marc-Olivier	Desmeules Michel	Gorrite Nuria
Buffat Michaël	Despot Fabienne	Grandjean Pierre
Cachin Jean-François	Devaud Grégory	Grobéty Philippe
Calpini Christa	Dind Claudine 	Grognuz Frédéric
Capt Gloria	Dolivo Jean-Michel 	Guignard Jean

Liste des députés signataires – état au 25 août 2009

Guignard Pierre	Métraux Béatrice 	Reymond Philippe
Haenni Frédéric	Meyer Roxanne	Rochat Nicolas 
Haldy Jacques	Miéville Michel	Rod Armand
Haury Jacques-André	Modoux Philippe	Rostan Jacqueline
Hurni Véronique	Monod Alain	Roulet Catherine 
Jaquet-Berger Christiane 	Montangero Stéphane 	Ruey-Ray Elisabeth
Jaquier Rémy	Mossi Michele	Saugy Roger
Jobin Philippe	Mouquin Michel	Savary Marianne 
Jufer-Tissot Nicole	Nicolet Jacques	Schwaab Jean Christophe 
Junglaus Delarze Suzanne 	Pache Rémy	Schwaar Valérie
Junod Grégoire	Papilloud Anne 	Schwab Claude
Kappeler Hans Rudolf	Payot François	Silauri Alessandra 
Kernen Olivier	Pernoud Pierre-André	Sordet Jean-Marc
Labouchère Catherine	Perrin Jacques	Surer Jean-Marie
Mahaim Raphaël	Pertusio Mario-Charles	Truffer Jean-Jacques
Maillefer Denis-Olivier	Peters Lise	Uffer Filip 
Mange Daniel	Pidoux Jean-Yves	Venizelos Vassilis 
Manzini Pascale	Pidoux Pierre-André	Villa Sylvie
Marendaz André	Poncet Gabriel	Volet Pierre
Martinet Philippe	Randin Philippe	Walther Eric
Mattenberger Nicolas 	Rapaz Pierre-Yves	Weber-Jobé Monique 
Mayor Olivier	Rau Michel	Wehrli Laurent
Maystre Tinetta 	Reichen Gil	Wyssa Claudine
Melly Serge	Renaud Michel	Yersin Jean-Robert 
Mercier Pierre-Alain	Rey-Marion Ailette	Zwahlen Pierre